

**Section IV
Sciences de l'homme et de la société (SHS)**

Séance publique

**LA SCIENCE ENTRE DÉLIBÉRATION SOCIALE ET DÉCISION POLITIQUE :
QUELS DÉBATS POUR L'EXPERTISE ?**

Intervention d'Audrey **RICHARD-FERROUDJI**

Résumé

Au-delà de l'opposition entre science des experts et savoir d'usage des citoyens, l'expérience et l'analyse de dispositifs participatifs aujourd'hui foisonnants se sont enrichies d'une différenciation plus précise des argumentations et preuves à l'appui, selon les biens considérés dans les évaluations. La démocratie participative tâche d'étendre le doute critique au-delà des institutions électives en faisant place à des formats plus divers d'expression et de mise à l'épreuve. L'intervention des citoyens bénéficie au processus de deux façons. Elle ouvre à une gamme plus étendue de formats de participation en incluant notamment les savoirs issus d'engagements de proximité dans un terrain et des situations sur lesquels porte l'avis. D'autre part, convenablement informés, les citoyens témoignent d'une capacité remarquable à composer avec des prises de position multiples intégrées dans la production d'un avis. Car le politique n'est pas que délibération mais porte en lui-même une tension entre, d'une part, l'ouverture temporelle et spatiale au doute critique et, d'autre part, la fermeture pour un temps et pour une certaine communauté historique, qu'implique la décision.

L'intervention s'appuiera sur plusieurs expériences concrètes d'articulation entre expertise scientifique et débat public, depuis des rencontres « sur le terrain » jusqu'à des réunions publiques en passant par le travail avec des « mini-publics » – telles les conventions citoyennes – ou avec des outils numériques – telle que la cartographie participative. Elle montrera le travail de composition opéré et l'attention requise à la conception des dispositifs participatifs pour qu'ils ne soient pas « hors sols ».

Audrey Richard-Ferrouddji a complété sa formation initiale (École Polytechnique 97 – ENGREF) par un doctorat en sociologie (EHESS). De 2002 à 2013, au Cemagref puis à l'IRSTEA (Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture) dans l'UMR G-EAU, elle a contribué au développement des approches de sciences sociales dans les travaux interdisciplinaires sur le thème de l'eau et de ses parties prenantes. Après une expérience en Inde (2013-2017) en tant que responsable du département des Sciences Sociales à l'Institut Français de Pondichéry (IFP), elle s'est investie dans les modalités d'expression et de débat public, tout en restant chercheuse associée à l'UMR G-EAU. Son analyse des "Limites du modèle délibératif" reposant sur la différenciation de "formats de participations", article publié dans Politix qui a fait date (Richard-Ferrouddji 2011), est aujourd'hui complétée par une variété d'expériences de débat public qui l'ont conduite à être nommée "garante" – position nouvelle importante dans la relation à la décision politique –

et déléguée de la région Occitanie pour la CNDP, après avoir assuré le secrétariat général d'un débat public (2020-2021). Depuis 20 ans, elle a ainsi travaillé dans différentes fonctions sur l'interface entre eau, agriculture et territoire et sur les modes de gouvernance associés, sa compétence l'appelant à assurer l'ingénierie et l'évaluation de dispositifs participatifs.